

Innovations en Afrique de l'Ouest

De l'éducation formelle, non formelle et informelle à l'éducation populaire, Jean-Pierre Perrier fait le point sur l'expérience sénégalaise en matière d'éducation et d'innovation.



Tendances lourdes

Jusqu'aux années 90 les États africains mis en place dans les anciennes colonies sont centralisés, à parti unique et ne reconnaissent pas les libertés (association, expression, réunion, pluralisme politique). Dans ce cadre, l'État tente de s'appropriier tout le champ éducatif, au nom du développement. La scolarisation prône des valeurs universelles fondées sur l'humanisme et la science et elle se caractérise par les principes de laïcité, gratuité, égalité et des modalités de mise en œuvre par un système progressif d'enseignements par étapes fondé sur des programmes prédéfinis et l'évaluation des acquis. La sélection est forte car la scolarité se fait dans une langue étrangère au milieu (le français) et ne favorise donc que les enfants des familles la pratiquant, elle ne prend pas en compte les problématiques rurales et, après les premières années qui ont permis de former l'administration, elle se trouve sans débouchés, la croissance économique étant faible et le marché de l'emploi inexistant. Dans l'enseignement primaire, le taux relativement important de scolarisation cache l'abandon scolaire en cours d'études. On assiste même à

un refus ou un rejet de l'école par des parents en milieu rural.

Les caractères principaux de cette éducation sont sa centralisation, sa directivité et le maintien du français. Le maître n'est qu'un intermédiaire, un instrument de sa propre hiérarchie. La crise justifiera sa posture de résistance qui se manifesterá par un engagement syndical, mais catégoriel plus important. Malgré son délitement le système éducatif étatique tente de garder le contrôle de trois fonctions principales :

- 1 la conception des programmes,
- 1 la validation des acquis,
- 1 le contrôle des financements de l'aide internationale

Au Sénégal, même avec l'alphabétisation et face à son manque de moyens par rapport à une société civile active, l'État va tenter de garder les rôles principaux. Le contrôle de l'État sur l'alphabétisation et sur la manipulation des concepts s'est poursuivi, même au niveau de l'éducation alternative, et plus récemment pour les concepts d'éducation à la citoyenneté et même à la démocratie. La mise en œuvre de formes pédagogiques classiques permet en effet de vider de leur sens ces concepts.



L'éducation traditionnelle populaire

À côté du système traditionnel populaire, marginalisé par l'éducation scolaire, mais largement dominant, s'est aussi développée une éducation religieuse qui a deux origines, mais qui s'est étendue principalement dans la période récente, l'islamisation et la christianisation. Ainsi donc, et en résistance à la colonisation et aux modèles éducatifs qu'il cherchait à implanter, s'est développé le système des écoles coraniques (*Daara*) qui intègrent l'alphabétisation en arabe et en langue nationale, l'enseignement du Coran et des valeurs qui lui sont liées, et une formation professionnelle qui permet une intégration dans l'économie non formelle par les réseaux de solidarité. D'un autre côté, l'enseignement technique et professionnel s'est relativement peu développé et a été laissé aux artisans.



Impossibilité des réformes

Une tentative fondamentale de réforme a été tentée au Sénégal dans les années 80 avec les états généraux de l'éducation afin de réconcilier l'éducation et la vie

pratique par un enseignement polyvalent et polytechnique, la valorisation des langues vernaculaires et des cultures africaines. Elle échoua en butant, en particulier, contre les programmes d'ajustement structurel dont le résultat fut la dégradation du système scolaire. La crise de l'emploi dans le secteur public, le recul des activités dans l'ensemble du système formel réduiront toutes motivations pour les élèves et leurs parents. Particulièrement dans les classes moyennes et pauvres, la seule issue deviendra l'émigration.



Innovations récentes

1. L'expérience de la télévision éducative (télévision scolaire)

(1968-73) Au Niger, en 1960, le taux brut de scolarisation ne dépassait guère les 3,6 %. Le gouvernement de Hamani Diori, président de la première république prit l'option de développer une initiative éducative, avec l'appui financier de la coopération française. En utilisant des moyens visuels et un enseignement fondé sur l'observation du milieu et l'expression libre des enfants, des moniteurs de niveau primaire, animaient les cours. Les moniteurs issus du milieu allaient droit aux faits, au réel, en mettant les enfants dans les conditions objectives d'apprentissage qui épousaient les formes de leur environnement immédiat. Les élèves, grâce à la télévision, parlaient et écrivaient mieux le français que ceux des écoles classiques. L'enfant était habité par le désir d'apprendre car il trouvait un cadre d'expression de sa propre liberté et dignité. Il y était au centre de l'apprentissage, sans brimades (les corrections corporelles inter-

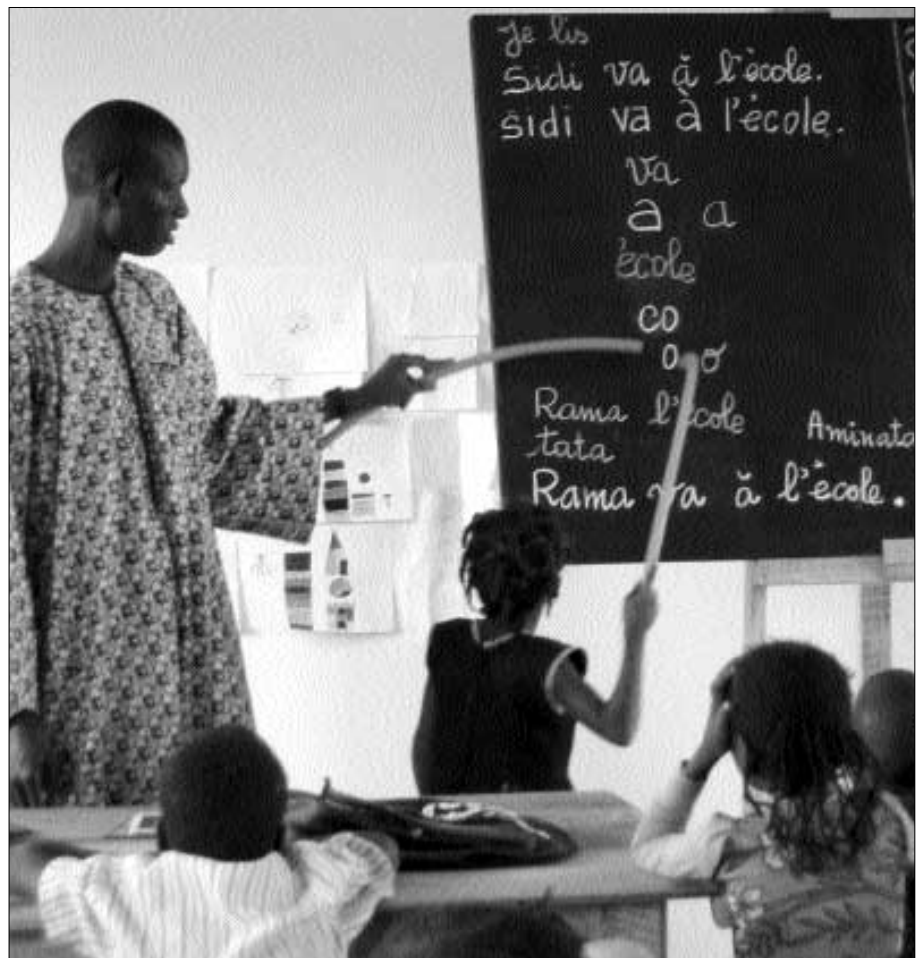
dités !) et dans une ambiance de confiance entre lui et ses camarades d'une part et avec son maître, d'autre part. Mieux, l'enfant était dans un environnement qui était le sien, il s'identifiait aux objets qui lui étaient présentés, les cours étant préparés et présentés dans un style qui mettait en exergue sa propre culture avant celle des autres. La télévision scolaire montre, donne à voir à partir de l'environnement immédiat une grande première pour l'école africaine.

Le profil visé était celui d'un enfant sortant de cette école avec les savoirs instrumentaux lui permettant d'affronter le monde moderne avec ses nouvelles exigences. Dès 1967, cette expérience qui visait l'éducation de tous, fut orientée vers son intégration dans le cursus scolaire, mais, en

1973, le départ de Hamani Diori mit fin à cette expérience.

2. L'Enseignement Moyen Pratique, au Sénégal

Afin de relever le défi des échecs scolaires et de l'inadaptation de la scolarité pour de nombreux enfants, le gouvernement sénégalais lança avec le concours de l'UNESCO et d'un bureau d'études français l'expérience de l'Enseignement Moyen Pratique. Elle tentera de concilier l'intégration dans les activités pratiques des ateliers et des exploitations rurales ainsi que les enseignements fondamentaux par l'alternance et l'association des personnes ressources du milieu afin d'organiser l'insertion des jeunes et s'opposera au corps des inspecteurs de l'Enseignement. Malgré quelques réussites, le



programme, dont les moyens seront coupés, échouera. Seules quelques écoles dirigées dans un esprit militant et ayant réussi à s'enraciner dans le milieu subsisteront.

3. Les mouvements pour l'alphabétisation en langue nationale

L'expérience de l'alphabétisation en langues nationales s'est développée à côté de l'école, à l'initiative de nombreuses associations, commencée souvent avant l'Indépendance, puis ce mouvement fut repris par la création de Directions de l'Alphabétisation, voire de Ministères. Mais les moyens réduits et la limitation de l'alphabétisation à l'enseignement des langues marginalisa ce mode d'apprentissage.

Au Sénégal et dans d'autres pays, les associations poursuivirent leurs actions d'alphabétisation, généralement avec leurs propres cotisations, parfois avec l'aide d'ONG Internationales. Pour un grand nombre d'entre elles, il n'est pas possible de dissocier alphabétisation, éducation de base, auto-organisation des populations et lutte contre la pauvreté. Cela aboutit à monter des programmes plus longs où l'alphabétisation est un accompagnement. C'est généralement l'alphabétisation fonctionnelle en langue nationale qui est utilisée, mais elle est associée au diagnostic de situations pour la résolution de problèmes, au renforcement des capacités décisionnelles et organisationnelles et à des apprentissages techniques.

Généralement le but est de faciliter la création ou le renforcement d'organisations de base (OB) qui vont devenir des acteurs collectifs de développement et donc s'approprier la fonction éducative pour eux-mêmes et pour les populations. C'est

dans le cadre de la réorientation de l'alphabétisation pour les enfants en situation difficile qu'ENDA¹ Jeunesse Action va qualifier sa démarche d'« éducation alternative » qui répond à quatre objectifs généraux :

- 1 répondre aux attentes et aux besoins des apprenants,
- 1 chercher à améliorer les conditions de vie,
- 1 impliquer les apprenants dans le processus éducatif,
- 1 amener les apprenants à agir sur leur milieu.

C'est au Niger que la transcription des langues nationales va être introduite dans l'enseignement primaire, dans un programme expérimental financé par la coopération allemande qui aboutit à la prévision de sa généralisation dans le cadre du **Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PDDE)**.

4. L'introduction de l'éducation environnementale

Au niveau de l'Afrique de l'Ouest cette recherche sur l'éducation environnementale aboutit dans les années 90 à la conception et à la mise en œuvre de deux programmes sous-régionaux financés par l'Union Européenne, dont la gestion était confiée à des bureaux d'étude et la mise en œuvre aux départements étatiques concernés (éducation nationale, environnement, etc.). Les résultats furent faibles en comparaison des moyens mis en œuvre, une fois les financements terminés, les programmes s'arrêteront. Un des résultats au Sénégal, mais de faible diffusion est le concept d'école-milieu qui tente de reprendre l'approche de l'éducation environnementale en associant des personnes ressources pour des

activités éducatives.

5. Recherche-Action sur des modèles éducatifs alternatifs

C'est à l'issue du Colloque sur l'Éducation de base tenu à Saint Louis en 1995 que les modèles alternatifs vont être promus au Sénégal, par le Ministère de l'Éducation de Base et des Langues Nationales. Cinq types de modèles vont être encouragés dont nous présenterons brièvement deux types :

L'École Communautaire de Base (ECB) développe un cycle élémentaire de 4 ans qui s'adresse à un public scolarisable entre 9 et 15 ans avec une répartition égale entre filles et garçons. L'enseignement des apprentissages fondamentaux (lecture, écriture et calcul) se fait dans la langue maternelle avec un passage progressif vers le français. L'enseignement tire ses contenus du milieu et est orienté vers la résolution des problèmes en alternant théorie et pratique. L'ECB est gérée par la communauté. L'enseignant est un volontaire qui devrait être pris en charge par la communauté. Trois orientations peuvent être choisies en fonction du contexte : le micro-entreprenariat local, la préparation de l'insertion dans le système formel et une formation d'insertion locale. Les ECB ont reçu divers financements des coopérations bilatérales via les ONG.

Les « formations coin de rue » promues par ENDA à Dakar, tentent d'organiser les multiples initiatives de jeunes diplômés sans emploi et d'associations locales pour donner une éducation de base aux enfants, en adaptant généralement les programmes officiels. Plusieurs collectifs ou associations les rassemblent, leur permettant de négocier

avec l'État et des ONG Internationales pour des appuis et se faire reconnaître au niveau du ministère de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales décentralisées.

6. Les activités parascolaires développées au Niger

Pour motiver les enfants à la scolarité, en évitant de se confronter au corps des enseignants, le projet EDUBASE, financé par l'Union Européenne, va développer des activités parascolaires en formant des jeunes animateurs, puis en s'associant des enseignants volontaires. La pédagogie fait appel aux jeux, à la découverte du milieu et à l'initiation à des activités pratiques du milieu (maraîchage, technologies diverses, petit élevage, etc.). L'exemple renforce la demande scolaire et permet d'organiser les associations de parents d'élèves, qui vont se charger de la gestion des écoles et constituent un préalable pour la construction de nouvelles écoles.

7. Les écoles modernes promues par le mouvement Freinet

Elles reposent sur trois principes : l'ouverture de l'école sur l'environnement, l'éducation pratique par le travail coopératif, la valorisation de l'autonomie. Elles combinent voie heuristique et voie didactique (le tâtonnement expérimental et les outils pédagogiques). Elles facilitent l'expression libre, font participer les enfants à leur apprentissage (découverte de leur propre apprentissage), responsabilisent par des prises de décision collectives dans les règles de vie de la classe et de l'école (conseil d'enfants).

Les programmes sont organisés autour de projets de classe qui

permettent de partir de situations réelles prises dans le milieu (éducation environnementale) et à partir desquelles les enseignements fondamentaux (calcul, langue, techniques, organisation) sont organisés permettant le développement de compétences sociales et des applications (suivies comme des expérimentations; par exemple : reboisement, poulaillers, montage et gestion de bibliothèques, etc.).

L'Association Sénégalaise de l'École Moderne regroupe 210 adhérents (enseignants du préscolaire et du primaire et du secondaire) organisés en cellules de recherche-action (réflexion, de formation collective, échanges, expérimentations, diffusion).



Conditions pour un changement de paradigme

Il faut proposer des démarches de projets éducatifs et cognitifs dans lesquels tous les acteurs (enfants, équipes pédagogiques et familles) sont en situation de réussite.

Ce changement de paradigme touche profondément ce qu'on appelle la « politique éducative », en particulier les typologies ou catégories qui sont à la base de ces « politiques ».

Les enjeux principaux posés par cette hypothèse :

1 une citoyenneté active et démocratique,

- 1 un concept de l'enseignement favorisant l'expression libre, l'auto-organisation, la découverte du milieu et l'expérimentation,
- 1 une coordination-concertation entre les divers acteurs impliqués dans l'éducation (élèves, maîtres, parents, personnes ressources du milieu, associations, etc.),
- 1 une mobilisation de moyens techniques et financiers locaux et externes.

L'amélioration de la qualité de l'éducation passera par un processus se construisant sur la base d'une cohérence entre les valeurs affichées et les actions réalisées.

Jean-Pierre Périer

sociologue

Association d'Études sur la Pédagogie relationnelle (Niger)

1 Environnemental Development Action

